

La richesse au-delà de la valeur

Jean-Marie Harribey

Revue du MAUSS, « Alter-démocratie, alter-économie, Chantiers de l'espérance »,
n° 26, second semestre 2005, p. 349-365

Un renouveau de la réflexion sur la richesse a été amorcé depuis quelques années. Sans doute est-il dû à la prise de conscience de l'immensité des dégâts provoqués par le capitalisme mondial qui, pour élargir la base productive de son accumulation, a besoin de pousser jusqu'à son paroxysme la marchandisation des activités humaines. Portée par les récents mouvements sociaux contre le néo-libéralisme, la critique de la marchandisation du monde va alors de pair avec une reconsidération de la richesse, c'est-à-dire avec une remise en cause de ce que le capitalisme considère comme étant de la richesse légitime, celle dont il lui importe d'assurer la croissance perpétuelle.

Les travaux théoriques s'inscrivant dans cette perspective de renouveau adoptent des voies différentes. Une première orientation a vu le jour en essayant de définir ou de redéfinir la richesse. Ainsi, en France, Dominique Méda [1999] et, à sa suite, Patrick Viveret [2003], ont-ils développé une critique à l'encontre des définitions de la richesse attribuées à l'économie politique classique. Parallèlement, un deuxième courant s'est forgé, essentiellement en Amérique du Nord, qui s'est attaché à élaborer de nouveaux indicateurs de richesse, alternatifs ou complémentaires au PIB, ce dernier étant l'indicateur le plus courant mais aussi le plus controversé puisqu'il reflète la conception la plus étroite, voire erronée, de la richesse. Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice [2005] ont fourni récemment une synthèse de ces tentatives de construction de nouveaux indicateurs de richesse.

Ces deux premières démarches sont assez complémentaires car la seconde a besoin de la première en amont pour cerner le cadre et l'orientation de la recherche. Et d'ailleurs, on y trouve des justifications souvent communes, et aussi les mêmes ambiguïtés, sinon erreurs, du moins les mêmes sujets de controverses.

Une troisième démarche est caractéristique du courant, encore en construction, né autour des travaux sur l'émergence d'un « capitalisme cognitif », notamment de Michael Hardt et Antonio Negri [2000], André Gorz [2003], Yann Moulier Boutang [2003], Carlo Vercellone [2003]. Ici, l'origine de la richesse et de la valeur est renvoyée hors de la production, dans un ailleurs situé quelque part dans un triangle formé par le virtuel de la finance, la magie féconde des réseaux de communication et tous les actes de la vie quotidienne, quand bien même ceux-ci ne seraient pas directement investis par le capital.

Notre propos sera de montrer que la redéfinition de la richesse qui est proposée dans ces démarches part d'une critique mal engagée et mal fondée et de ce fait débouche sur des propositions de faible portée. Essentiellement parce que sont confondus les concepts de richesse et valeur, ou encore de valeur d'usage et valeur d'échange. Nous allons donc plaider pour un retour aux sources de l'économie politique et pour une réhabilitation de la critique de celle-ci. Ce retour ne signifiera pas une conception étriquée de la richesse, au contraire, puisque qu'il permettra d'élargir considérablement le champ de celle-ci, et simultanément de reprendre la critique des catégories économiques dominantes.

1. Quelle définition de la richesse ?

Le processus d'accumulation capitaliste peut être analysé comme le triomphe de la *valeur* sur la *valeur d'usage*, c'est-à-dire de la *valeur* sur la *richesse*. Marx [1965, p. 561]

avait ouvert son *Capital* en définissant le développement du capitalisme comme « une immense accumulation de marchandises ». La critique de ce processus exige donc d'exhumer des catégories que l'économie politique avait jadis mises à l'honneur mais que l'idéologie libérale néo-classique avait rejetées parce que Marx en avait fait le pivot de sa critique du capitalisme. Ces catégories, loin d'être obsolètes, constituent le socle théorique pour concevoir la richesse sous une autre forme que celle de la figure idéal-typique donnée par le capitalisme.

Richesse et valeur irréductibles

L'insuffisance bien connue du PIB (produit intérieur brut) tient au fait qu'il mesure uniquement ce qui relève de la sphère monétaire qui comprend elle-même deux compartiments : la sphère monétaire marchande (ce qui est produit pour être vendu sur le marché avec profit) et la sphère monétaire non marchande (les services collectifs à but non lucratif comme l'éducation). Au sein de cette sphère monétaire sont produits d'une part des biens et services qui remplissent deux conditions : ils sont (à tort ou à raison) considérés comme utiles, c'est-à-dire ayant une valeur d'usage, et ils sont susceptibles de rapporter un profit. Et, d'autre part, certains services collectifs sont produits parce qu'ils ont une valeur d'usage sans avoir de valeur d'échange marchande bien que monétaire. Mieux encore : les services rendus bénévolement dans la société ou les autres formes de richesse collective telles que la paix, la solidarité, le lien social, la création artistique non mercantile, ou encore le soleil et l'air, ont une valeur d'usage sans avoir de valeur monétaire.¹

La valeur ne rend pas compte des valeurs

Aristote avait eu l'intuition de distinguer l'*économie* et la *chrématistique* et Smith, Ricardo et Marx ont eu raison de l'approfondir car la richesse ne se réduit pas à la valeur et la valeur ne se compare pas à des valeurs.

Au cours des dernières années, Méda et Viveret, ont repris d'anciennes critiques du PIB qu'ils ont adressées aux fondateurs de l'économie politique cités plus haut auxquels ils attribuent la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. Ne s'agit-il pas d'un contresens ? Certes, Méda et Viveret rappellent à juste titre que le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, à l'inverse, intègre bon nombre de nuisances. Mais la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange permet de disculper les penseurs qui ont établi cette séparation. Tombant dans le même travers, Bruno Ventelou [2001, p. 119, souligné par moi] surenchérit : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie.* »² Or, si elles ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, ce n'est pas parce qu'elles n'entrent pas dans la théorie, c'est parce qu'elles n'appartiennent pas, pour des raisons techniques et surtout sociales, à la sphère monétaire. Méda [2001, p. 76] ne joue-t-elle pas sur la polysémie du terme *valeur* quand elle écrit : « J'ai moi-même plaidé pour qu'à côté des activités purement productives (le travail), on reconnaisse de la valeur – et derechef qu'on accorde un espace et un temps suffisants – aux activités politiques, familiales, culturelles et personnelles [...] » ?

Cette démarche semble bâtie sur plusieurs confusions. *Primo*, on ne peut pas définir le travail productif en soi ; celui-ci doit être chaque fois mis en regard du rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Quand Smith, Malthus et Marx

¹ . On trouvera dans Harribey [2004-a, p. 47] et Harribey [2004-b, p. 86, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/productif-non-marchand.pdf>] un schéma illustrant cette classification.

² . Pour un commentaire, voir Harribey [2002].

parlaient de l'improductivité des services domestiques, il s'agissait d'une improductivité de valeur pour le capital et non pas d'une improductivité de valeurs d'usage. On ne peut que leur donner raison.

Deuzio, la notion de travail productif n'a rien à voir avec la matérialité ou non de son résultat. Smith et Marx avaient certes raisonné sur la production matérielle parce qu'elle était quasiment le seul exemple sous leurs yeux qui engendrait l'accumulation du capital³. Mais la possibilité d'un espace pour la production immatérielle et, plus généralement, pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail⁴. En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, il désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une critique.

Tertio, il convient donc à notre sens de s'écarter de la position définie par Smith [1991, tome 1, p. 417 et suiv.] au sujet des services et que Marx a reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi inexistante et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisque celui-ci aurait mieux fait d'embaucher un salarié de plus dans son industrie pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, ce prélèvement n'est pas stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité. Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement (ce qui est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu) en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendrera un produit et un revenu supplémentaires. Autrement dit, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunèrera.

La critique doit être adressée aux libéraux contemporains qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage.

La richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs monétaires ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances appelées externalités négatives qui ne sont pas de la richesse. Un autre problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités cette fois positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans

³ . Même si la chose est moins nette chez Smith, on peut se référer à de multiples passages de Marx : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. » [1968, p.393]. « Certains travaux susceptibles d'être consommés uniquement comme services ne peuvent constituer des produits à part, transformables en marchandises autonomes ; toutefois, ils peuvent être exploités directement de manière capitaliste. *Mais, comparés à la masse de la production capitaliste, ces travaux sont quantitativement peu importants.* » [1968, p. 393-394, souligné par moi]

⁴ . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [Marx, 1965, p. 571]. « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle!) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [Marx., 1965, p. 1413].

préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.

Beaucoup cherchent désespérément à compléter le PIB qui ne peut l'être. L'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, une partie seulement de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de créer de la valeur monétaire nouvelle⁵, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail. Le champ couvert par le PIB est conventionnel : il dépend de l'étendue des activités que la société décide de monétariser ou non. De ce fait, pour une même quantité de valeurs d'usage et donc pour le même bien-être, le PIB peut être plus ou moins important. Si l'on ajoutait au PIB une valeur estimée des productions non monétaires, le PIB serait accru de 50 à 75% mais sans que le bien-être ne varie puisque la quantité de valeurs d'usage serait la même.

Ainsi nous proposons de prendre des distances avec une critique très répandue mais qui finit par être sans grande portée. Un accident de la route n'augmente pas le PIB. Quand il pleut, le PIB n'augmente pas. Si le PIB augmente, c'est parce qu'on soigne le blessé, parce qu'on produit un parapluie ou parce qu'on sème du blé après l'ondée. Certains avancent l'idée qu'il ne faut pas compter comme richesse la réparation de dégâts (dépense dite « défensive ») au motif qu'elle n'augmente pas le bien-être. Certes, la réparation ne fait que permettre au mieux de retrouver le niveau de bien-être avant dégâts. Mais sans elle, le niveau de bien-être resterait amoindri, et par rapport à ce niveau-là, le bien-être est de nouveau augmenté. Poursuivons le raisonnement : si je marche, je dépense une quantité d'énergie ; plus je m'approche d'un état d'hypoglycémie, plus mon bien-être s'amenuise. Dois-je considérer que la production d'un repas pour restaurer mon potentiel énergétique ne participe pas au bien-être ? Ce serait confondre une fois de plus valeur d'usage et valeur. C'est malheureusement le pas franchi par les auteurs qui déplorent le fait que le PIB ne tienne compte que des *outputs* et pas des *outcomes* [Gadrey, Jany-Catrice, 2005, p. 18 et 24]. Ils ne sont alors pas loin de brouiller la distinction entre énoncé positif et jugement normatif.

2. Quelle économie politique et quelle critique ?

La critique de l'économie politique classique est nécessaire, mais peut-elle être menée sur des bases qui rappellent trop la théorie néo-classique encore moins scientifique que son aïeule ? Certaines thématiques actuelles ne risquent-elles pas de nous faire régresser plutôt qu'avancer ? Tels semblent être les cas de la thèse de la « nouvelle économie », du mirage d'une richesse jaillissant du virtuel et de l'idéologie prônant le recul des services non marchands comme moyen d'accroître la richesse disponible.

Richesse, valeur et travail

La thèse de la « nouvelle économie » recouvre une réalité incontestable : l'évolution des techniques entraîne une transformation des procédés de production à travers le renouvellement complet des équipements, une mutation des objets et des services produits, et un changement dans la manière d'intégrer le savoir et l'information qui deviennent des éléments de plus en plus centraux de la production. Le bouleversement des rapports de forces dans la société n'est pas moindre, mais il est soumis à des éléments contradictoires : d'un côté, se manifeste une tentative d'assujettissement sous de nouvelles formes de la force de travail, de l'autre « le capitalisme cognitif est condamné à devoir vivre avec les acteurs

⁵ . L'existence de rentes de monopoles parce qu'il y a eu appropriation d'une ressource n'infirme pas cette règle. Les rentes sont une fraction du surplus social né du travail productif.

sociaux des réseaux comme le capitalisme de grande fabrique dut s'accommoder des ouvriers »⁶.

Mais le discours sur la « nouvelle économie » recouvre aussi un mythe, voire une mystification : le monde entrerait dans l'au-delà de la nécessité et de la rareté grâce aux vertus d'un capitalisme désormais promis à l'éternité. Ce mythe est largement diffusé par la théorie libérale néo-classique qui domine l'enseignement de l'économie. Mais il trouve également un écho dans un courant qui se revendique de l'hétérodoxie et qui prétend justifier l'abandon simultané des fondements de l'économie politique et des fondements de la critique de celle-ci, telle que l'avait formulée Marx. Regardons-y de plus près.

L'économie politique naquit à la fin du XVIII^e siècle au moment où la révolution des rapports sociaux permit à la bourgeoisie montante de prolétarianiser une fraction croissante des populations rurales en déshérence pour impulser la dynamique de l'accumulation du capital par le biais du développement industriel. Les fondateurs de l'économie politique crurent découvrir alors des lois universelles et intemporelles gouvernant la production et l'échange de richesses : la propriété privée est un droit naturel, les hommes ont une propension à l'échange, leurs intérêts individuels coïncident avec l'intérêt général et le contrat marchand fonde la société. Ils se trompaient car les lois qu'ils mettaient au jour n'étaient pas naturelles mais sociales et historiques ; en fait, ce ne sont que les lois de l'économie capitaliste : par exemple, la tendance à accumuler le capital qui dégénère périodiquement en crise de surproduction, et la lutte pour la répartition du produit du travail qui oriente le sens de l'évolution de la société.

Cependant, en dépit de leur erreur épistémologique, les classiques eurent le mérite de mettre au centre de l'économie politique le problème de la richesse et de la valeur. Ils établirent l'irréductibilité de la richesse à la valeur : la lumière du soleil, l'air, les services publics et les services rendus dans un cadre domestique ou associatif, constituent des richesses, des valeurs d'usage, sans pour autant avoir de valeur marchande. Certes, ils voyaient cette dernière, que l'on n'allait pas tarder à identifier à « la valeur », comme une propriété immanente du travail concret effectué par le menuisier faisant un meuble ou par le tisserand filant du drap. Marx leur rétorquera justement que la valeur d'échange d'une marchandise ne dépend pas du travail de celui qui l'a produite mais des conditions techniques moyennes de production dans la société et de la rémunération moyenne du capital qu'exigent les capitalistes. Sur le marché capitaliste ne s'échangent donc pas directement des travaux particuliers mais du travail rendu abstrait, c'est-à-dire débarrassé de ses caractéristiques concrètes, pour ne se présenter que sous forme de valeur venant grossir le capital. Ainsi, la *possibilité* de la critique de l'économie politique était contenue en elle ; c'est ce qui fait tout son intérêt. La théorie de l'exploitation du travail et donc sa critique radicale et définitive grâce au concept de plus-value de Marx est issue de l'économie politique, tout en constituant le noyau de la critique de cette dernière et, au-delà, de celle du capitalisme. En faisant des rapports sociaux le pivot de l'analyse du capitalisme, Marx sortit l'économie politique de son économisme et de son naturalisme.

Or, aujourd'hui, certains auteurs⁷ développent une « critique » qui prétend à la fois dépasser l'économie politique et... sa critique. Quelle est leur thèse ? Les nouvelles techniques introduiraient un nouveau paradigme, c'est-à-dire une révolution conceptuelle qui obligerait à abandonner toutes les catégories que nous utilisons pour analyser le capitalisme. Ainsi, le travail cesserait d'être le centre où se nouent les rapports sociaux capitalistes. Les plus osés allaient jusqu'à dire encore récemment que le travail était en voie de disparition et tous affirment qu'il ne peut plus constituer la substance de la valeur, que la valeur ne peut

⁶ . Moulier Boutang [2000].

⁷ . Sans être exhaustif et sans que ces auteurs se rejoignent en tout point, citons : Robin [1993 et 1994] ; Méda [1999], Passet [2000], Rifkin [2000], Moulier Boutang [1999, 2003], Hardt et Negri [2000], Vercellone [2003].

donc être la forme du travail abstrait, et par conséquent que la quantité de travail ne peut plus en être la mesure. Cela résulterait du passage d'une économie produisant de la matière à partir de matière et de travail à une économie produisant de l'information à partir d'information et de connaissances. Dans une telle économie, compteraient les multiples externalités positives qui naîtraient de la mise en réseau et qui constitueraient le nouveau cœur de la création de valeur. Enfin, les classes sociales disparaîtraient puisque la financiarisation de l'économie permettrait à tous d'accéder au bien-être.

La thèse de la fin du travail et du salariat comme réalité objective actuelle a été réfutée ailleurs⁸. Bornons-nous ici à rappeler que l'augmentation de la productivité du travail qui résulte conjointement de l'amélioration des connaissances et du savoir-faire, du perfectionnement des techniques et de la mise en réseau des systèmes productifs et d'échange, n'infirme pas la théorie de la valeur-travail mais la confirme : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Quand bien même le travail requis serait entièrement intellectuel, il n'en serait pas moins du travail, et quand bien même le travail nécessaire à la production diminuerait inexorablement jusqu'à disparition complète, cette théorie serait confirmée puisque la valeur d'échange tendrait vers zéro. Ce que ne comprennent ni les économistes libéraux actuels ni leurs faux critiques, c'est que plus la richesse produite augmente en termes physiques, c'est-à-dire en termes de *valeurs d'usage*, plus la *valeur d'échange* unitaire diminue. Pourquoi entrevoit-on la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement ? Parce qu'ils ne valent rien ou presque, ne nécessitant que peu ou pas de travail, ou plus exactement parce que leur conception – véritable travail immense – est amortie sur un très grand nombre de duplications qui, elles, ne coûtent qu'un travail infime.

Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas – on en est sans doute très éloigné – de l'automatisation complète et donc de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir disparu dans le monde. D'abord, la guerre que mènent les détenteurs de capitaux contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail bat son plein. Ensuite, les concentrations d'entreprises par fusions ou absorptions se multiplient : leurs instigateurs entendent se positionner à la meilleure place pour capter le plus de valeur possible par le biais de prix de monopole bien au-dessus de la valeur des produits⁹ ou tout simplement par le biais de la spéculation sur les plus-values futures.

L'apparence est donc trompeuse : on croit voir poindre de nouveaux secteurs économiques à l'origine d'une source miraculeuse de valeur ajoutée potentiellement infinie. Il n'en est rien : avant même de jaillir, cette source est tarie si elle ne contient en elle aucun travail. Elle ne produira de la valeur que pour autant qu'elle nécessitera du travail. En revanche, si cette production, dont on suppose qu'elle correspond à des besoins, ne requiert que peu de travail, la richesse produite sera proportionnelle à la productivité élevée, tout en n'ayant qu'une valeur faible mais pouvant être vendue à un prix démesuré. Tel est le paradoxe : faible valeur et prix élevé par captation de valeur pour les produits des secteurs dominants, paradoxe dont la levée démystifie la « nouvelle économie ».

Abordons maintenant les difficultés croissantes de mesure de la productivité au fur et à mesure que les services supplantent relativement l'industrie et l'agriculture. Il y a des difficultés réelles et des difficultés imaginaires. On nous dit qu'il devient de plus en plus difficile de mesurer la production de services car on ne sait pas bien évaluer le service rendu et surtout l'amélioration de sa qualité. Notre thèse est qu'il s'agit d'un faux problème. Car s'est-on posé la question au sujet de la qualité du service rendu par l'automobile pour dénombrer les automobiles sortant des chaînes et figurant au numérateur du rapport

⁸. Voir Harribey [1997, 2000].

⁹. Voir Harribey [2004-a].

productivité ? S'est-on posé la même question au sujet des sacs de blé produits de manière intensive et polluante ou des millions de volailles élevées en batterie ? Non. Implicitement, comme M. Jourdain faisant de la prose sans le savoir, la distinction entre valeur d'usage et valeur était opérée. Pourquoi donc, subitement, argue-t-on d'une difficulté inédite à propos des services ? Il suffit de remettre à l'honneur la distinction ci-dessus et cesser de vouloir faire dire à un agrégat de PIB autre chose que ce pour quoi il est fait. On est bien obligé de conclure que ceux qui s'inquiètent au sujet de cette prétendue difficulté avaient préalablement intériorisé l'idée que le PIB pouvait mesurer le bien-être, que l'on pouvait à la fois mesurer valeur et utilité ou, pire, tirer la première de la seconde. Comment dans ce cas leur faire crédit quand ils prétendent renouveler la critique de l'économie politique ?

La fraction de la richesse constituée par les seules marchandises augmente au fur et à mesure que progresse la production, entendue comme volume physique ou encore comme quantité de valeurs d'usage. Si cette quantité progresse au même rythme que la productivité du travail, la quantité globale de travail reste la même, et par suite, la valeur, qui n'est que l'expression de cette dernière, ne varie pas. La valeur globale des marchandises n'augmente que pour autant que la production progresse plus rapidement que la productivité. Le fait que l'ensemble des valeurs d'usage englobe les valeurs d'usage qui ont, en outre, une valeur d'échange ne doit pas occulter celui que, en dynamique, l'évolution de la quantité de valeurs d'usage ne va pas nécessairement dans le même sens que celle de la quantité de valeur. La quantité de valeurs d'usage peut très bien augmenter alors que leur valeur globale diminue si la productivité du travail progresse plus rapidement que la production. *A fortiori*, les valeurs d'usage correspondant à la sphère non monétaire sont totalement indépendantes d'une quelconque valeur.

Les statisticiens déploient des trésors d'ingéniosité pour isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'importance car il s'agit d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet prix et l'effet volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est satisfaisante¹⁰ : méthode des services producteurs, méthode hédonique, méthode d'appariement, méthode des coûts des facteurs. La première méthode est celle qui intègre le plus l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur et c'est celle qui annule le résidu « croissance de la productivité totale des facteurs » ; à ce moment-là, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Notons le désarroi des économistes néo-classiques adoptant une « mesure de la valeur d'usage » (sic) et obligés de voir leur cher résidu de la croissance réduit à néant ! Le résultat est inverse au fur et à mesure qu'on passe aux autres méthodes pour finir avec la méthode des coûts des facteurs au point où le résidu « croissance de la productivité totale des facteurs » est maximal.¹¹ Redisons-le, cette difficulté n'existe que dans la tête de ceux qui s'imaginent disposer avec les agrégats d'indicateurs mesurant à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage.

Pour une réhabilitation de la production non marchande

A en croire la majorité des économistes, les 45% du PIB *prélevés* sous formes d'impôts et de cotisations sociales le sont sur l'activité marchande privée, la seule, à leurs yeux,

¹⁰ . Voir Cette, Mairesse, Kocoglu [2000].

¹¹ . Les indices de prix à utilité constante aboutissent à des résultats contenus à l'intérieur des bornes données par les indices Laspeyre et Paasche, c'est-à-dire proches de l'indice de Fisher. Cf. Magnien et Pougard [2000]. L'indice des prix (donc à quantités constantes) Laspeyre est plus élevé que l'indice des prix Paasche. De même pour l'indice des quantités (donc à prix constants).

productive et donc utile à la société, tandis que, selon une certaine orthodoxie marxiste, ils proviendraient de la plus-value créée dans le secteur capitaliste.

Or il est possible de donner une autre interprétation des dépenses publiques équilibrées par les impôts et cotisations sociales. Elle part du concept keynésien d'anticipation et elle suggère d'en étendre le champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers.

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services non marchands.

Pour lever les derniers doutes, raisonnons « à la limite » : imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tend à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tend vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de revenu nouveau.

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production est totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'Etat accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement à la limite doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décide de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne peut être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production globale et revenu seraient inchangés, voire, dans une perspective dynamique, diminueraient à terme si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

En d'autres termes, les prélèvements obligatoires sont des *suppléments obligatoires consentis socialement* et leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'*implicite* car il existe un écart entre le consentement *collectif* à leur existence et les réticences *individuelles* au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que nous appelons *principe de la demande implicite anticipée*. Précisons que l'interprétation proposée ici n'a rien à voir avec un effet multiplicateur car ce dernier joue en dynamique alors que nous raisonnons à un instant *t* indépendamment de tout accroissement de l'intervention publique.¹²

En distinguant radicalement valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire richesse et valeur, les classiques anglais et Marx laissèrent la porte théorique ouverte à une conception de la richesse qui ne soit pas réduite à ce qui est marchand et donc ayant un prix de marché. Au contraire, en niant la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et surtout en fondant la seconde sur la première et donc en mettant un signe d'identité entre les deux, Say et ultérieurement les marginalistes et néo-classiques exclurent toute légitimité de la production de services non marchands. Puisque la satisfaction ne peut provenir que de valeurs d'usage (proposition juste) et que valeur d'échange est identique à valeur d'usage (proposition fausse dès qu'on trouve un contre-exemple : le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais pas de valeur d'échange), alors la satisfaction ne peut provenir que de l'extension perpétuelle de la valeur marchande (conclusion obligatoirement fausse du fait que la seconde proposition l'est). La critique de ce que nous appelons aujourd'hui la marchandisation du monde avait été faite par Marx. Say a eu beau dire que tout bien utile est de la richesse, ce en quoi il a raison, lui-même et ses successeurs néo-classiques ont eu le tort

¹² . Pour un complément, voir Harribey [2001, 2004-b]. Textes disponibles sur <http://harribey.u-bordeaux4.fr>.

d'en déduire que tout ce qui est utile *est* de la valeur sans préciser de quelle valeur il s'agit. C'est faire injure aux classiques anglais et à Marx que de dire qu'ils ont écarté la valeur d'usage. Ils ont simplement montré que l'objet de l'économie politique était de résoudre la question de la *valeur d'échange des marchandises*. Et Marx enfoncera le clou en répétant sans cesse que la vente sur le marché valide le travail social dépensé. Il est regrettable que la plupart des manuels d'histoire de la pensée affirment que Marx a ignoré l'utilité des marchandises. Il avait tout simplement posé que la valeur d'usage était une condition nécessaire mais non suffisante de la valeur d'échange (valeur d'échange \Rightarrow valeur d'usage) et il avait intégré l'interaction entre l'organisation sociale de la production et l'utilité de celle-ci.

Jacques Généreux [2000, 2001], qui a tenté de découvrir les « vraies lois de l'économie », affirme que l'on peut légitimer les services publics par la théorie néo-classique de la valeur car, dit-il, la théorie de l'utilité marginale a définitivement, et de manière correcte, résolu l'énigme de la valeur. Or, dans la théorie néo-classique, le passage de l'utilité cardinale à l'utilité ordinale est effectué sur le papier mais jamais accompli en réalité. Car le dilemme suivant est insurmontable : ou bien on raisonne en termes de préférences ordinales et alors toute comparaison interpersonnelle et toute agrégation sont impossibles ; ou bien on raisonne en termes de préférences cardinales, ce qui rendrait possible la comparaison interpersonnelle mais à condition que l'utilité soit mesurable, ce qui est impossible. La différenciation des fonctions d'utilité fait resurgir subrepticement ce que l'on a cru chasser : une dérivée est une limite du rapport de deux accroissements ; la mesure déclarée impossible resurgit donc. Or l'égalité du rapport entre les prix et du rapport entre les utilités marginales (condition néo-classique d'optimum) est un résultat du processus d'échange (le rapport des prix peut *a posteriori* nous donner une indication du rapport des utilités marginales) et ne peut donc fonder, expliquer celui-ci.

La théorie de la valeur-travail n'est pas un « imbroglio impossible à démêler » comme le dit Généreux. Aujourd'hui on sait établir une correspondance entre les prix et l'équivalent monétaire d'une certaine quantité de travail qui, certes, rompt la correspondance exacte microéconomique avec le travail incorporé au sens de Ricardo, mais qui établit définitivement que, sur le plan global, seul le travail crée de la valeur nouvelle. Si l'on n'en était pas entièrement convaincu, comment expliquer qu'à long terme les prix baissent au fur et à mesure que progresse la productivité du travail ? Et comment pourrait-on affirmer dans le débat sur le financement des retraites que les actifs font toujours vivre les inactifs et que la capitalisation n'apporte aucune ressource globale supplémentaire ?¹³

C'est donc la théorie classique et marxienne de la valeur – qui est une théorie des rapports sociaux avant d'être une théorie des prix – qui permet de légitimer la production de services collectifs non marchands, et cela bien que les classiques et Marx se soient surtout occupés de la valeur d'échange des marchandises. Ce ne peut être la théorie néo-classique erronée de la valeur-utilité qui a éliminé la précédente parce que précisément celle-ci faisait la part trop belle aux rapports sociaux dans l'explication des phénomènes économiques. Pour cela, la théorie néo-classique a répandu le mythe de l'*homo œconomicus* et elle ne connaît que des individus isolés, la société n'existant pas. En bref, on ne peut pas légitimer la production des biens publics par une pseudo théorie de la valeur qui en supprime à la base la possibilité logique.

De ce point de vue, les affirmations d'un certain courant de l'écologie prétendant que, pour prendre en compte la nature dans l'économie, il faut considérer que les ressources naturelles créent de la valeur économique, constituent de graves contresens, en tout point comparables à la croyance libérale selon laquelle le capital (chose morte par excellence) crée de la valeur. L'utilisation par un certain courant de l'écologie de la notion libérale néo-

¹³ . Voir Harribey [2005].

classique de fonction de production à facteurs substituables dans laquelle est introduit, à côté du travail et du capital, le facteur environnemental, témoigne bien d'un ralliement pur et simple à la conception libérale qui impute la création de valeur à chacun de ces facteurs à hauteur de la part que le capitalisme leur attribue sous forme de rémunération. Ainsi Yves Cochet [2005] reprend à son compte la décomposition du taux de croissance de la production issu d'une fonction de production Cobb-Douglas dans laquelle il introduit l'énergie à côté du capital et du travail et il obtient une « contribution productive de l'énergie [qui] est de l'ordre de 50%, celle du capital environ 35% et celle du travail autour de 15% » [Cochet, 2005, p. 22]. Le fameux « résidu » de la croissance que les néo-classiques imputent au progrès technique, Cochet le transforme en contribution de l'énergie. On aurait presque envie de lui demander : quelles sont les contributions de l'air, de l'eau, des bactéries sources de vie, etc. s'il atteint déjà les 100% ?

A l'opposé de ces affirmations, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire*.

Il y a donc ici quatre niveaux de compréhension : 1) les ressources naturelles sont des richesses ; 2) elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si l'on ne va pas le chercher) ; 3) elles ne créent elles-mêmes ni richesse, ni valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ; 4) si, dans le cadre de l'activité humaine ou en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique et au politique.

L'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse a une portée s'il s'agit de participer à l'émergence d'une nouvelle conception de la richesse hors de la domination des catégories marchandes. Il ne servirait à rien de construire de nouveaux instruments de mesure qui n'accompagneraient pas les transformations sociales nécessaires à l'épanouissement de tous les humains et à leur bien-être. Un indicateur n'est jamais que le reflet d'une organisation sociale. Comme le disait Keynes, ce n'est pas la queue du chien qui fait remuer celui-ci, c'est l'inverse.

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Reconsidérer la richesse n'exige pas seulement de réviser les indicateurs, c'est-à-dire l'instrument de mesure, ni même l'objet de la mesure. Cela exige de remettre en question l'organisation économique au service de laquelle est l'instrument de mesure conçu pour promouvoir une facette restrictive de la richesse. Le changement d'indicateurs n'a de sens que s'il accompagne une transformation des rapports sociaux. Il serait paradoxal que nous disposions d'un « bon » indicateur de bien-être pendant que l'exploitation de la force de travail et de la nature perdure et que l'accumulation financière s'épanouisse.

L'empressement avec lequel certains apportent leur pierre au discrédit jeté sur l'économie politique classique et la critique qu'en avait faite Marx est curieux. S'agirait-il d'éviter un questionnement sur les rapports sociaux au sein desquels une certaine représentation de la richesse domine ? Dans ce cas, la reconsidération de la richesse serait de faible portée. S'il s'agissait au contraire de prendre ce problème à bras le corps, des perspectives nouvelles s'ouvriraient.

Bibliographie

Cette G., Mairesse J., Kocoglu Y. [2000], « La diffusion des technologies de l'information et de la communication en France : mesure et contribution à la croissance » dans Conseil d'analyse économique, *Nouvelle économie*, Paris, La Documentation française, n° 28, p. 87-113.

Cochet Y. [2005], « Economie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, « Cette énergie qui nous manque », n° 9, juin, p. 15-30.

Gadrey J., Jany-Catrice F. [2005], *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, Repères.

Généreux J. [2000], « Ce qui a de la valeur n'a pas de prix », *Alternatives économiques*, n° 185, octobre.
[2001], *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil.

Gorz A. [2003], *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée.

Hardt M., Negri A. [2000], *Empire*, Paris, Exils Ed.

Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

[2000], « De la fin du travail à l'économie plurielle : quelques fausses pistes », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Le bel avenir du contrat de travail, Alternatives au social-libéralisme*, Paris, Syros, p. 19-40.

[2001], « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue Africaine des Sciences Economiques et de Gestion*, janvier-juin, vol. III, n° 1, p. 3-38.

[2002], « Le capitalisme transmet la rareté », *Le Passant Ordinaire*, n° 38, janvier-février.

[2004-a], *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, 2002, Bègles, Ed. du Passant, 2° éd.

[2004-b], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, tome LVII, n° 4, p. 59-96.

[2005], « Mondialisation capitaliste, démographie et protection sociale : le cas des retraites soumises à la logique financière », in I. Daugareilh, *Travail, droits fondamentaux et mondialisation*, Bruxelles, Ed. Bruylant, L.G.D.J., p. 211-228, <http://harribey.u-bordeaux4.fr>.

Magnien F., Pougard J. [2000], « Les indices à utilité constante », *Economie et statistique*, n° 335, 5, p.81-94.

Marx K. [1965], *Le Capital, Livre I, 1867*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.

[1968], *Principes d'une critique de l'économie politique, 1857-1858*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.

[2001], « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2° semestre, p. 71-78.

Moulier Boutang Y. [1999], « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *Vert Europe*, n° 1, février.

[2000], « L'âme et la loi », *L'Humanité*, 29 juin, supplément.

[2003], « Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial », in Vercellone C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 305-320.

Passet R. [2000], *L'illusion néo-libérale*, Paris, Fayard.

Rifkin J. [2000], *L'âge de l'accès, La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte.

Robin J. [1993 et 1994], *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, GRIT éditeur, 2 vol.

Smith A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776*, Paris, GF-Flammarion, 2 tomes.

Ventelou B. [2001], *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel.

Vercellone C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute.

Viveret P. [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.